



Conseil de sécurité

Distr. générale
29 décembre 2009

Original : français

**Lettre datée du 29 décembre 2009, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Secrétaire général**

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint la lettre en date du 19 décembre 2009 du Président Gbagbo de la Côte d'Ivoire et du Président Compaoré du Burkina Faso. Dans leur lettre, les Présidents proposent le déploiement en Côte d'Ivoire d'une unité militaire du Burkina Faso comprenant un effectif allant jusqu'à 500 hommes, pour une période limitée de trois mois et faisant partie de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), en vue de renforcer le dispositif général de sécurisation des élections présidentielles en Côte d'Ivoire, qui devraient se tenir vers le mois de mars 2010.

Cette proposition est conforme à l'article 8.2 de l'Accord politique de Ouagadougou, signé par le Président Laurent Gbagbo et le Secrétaire général des Forces nouvelles, M. Guillaume Soro, le 4 mars 2007. De plus, lors de la réunion du Cadre permanent de consultation du 3 décembre 2009, les parties ivoiriennes se sont préoccupées du retard enregistré par le Centre de commandement intégré (CCI) à mettre en place les unités mixtes de 8 000 hommes d'effectif qui ont pour mission de sécuriser les élections. Jusqu'à présent, moins de la moitié de ces éléments ont été identifiés. Dans ce contexte, nous nous attendons à ce que l'ONUCI et la Licorne, qui ont été mandatées pour soutenir le CCI ainsi que d'autres institutions ivoiriennes chargées de sécuriser le processus de paix, soient appelées à jouer un rôle plus élargi que prévu dans la sécurisation des élections. Vu les retards relevés, le déploiement d'une unité du Burkina Faso renforcerait davantage la confiance de toutes les parties ivoiriennes dans les dispositifs de sécurisation des élections.

Le déploiement de cette unité proposée requiert l'agrément du Conseil de sécurité pour une augmentation temporaire de l'actuelle force autorisée de l'ONUCI, qui est de 7 450 effectifs. Le Secrétariat préparera dans les prochains jours les implications financières de cette augmentation temporaire de l'effectif total autorisé de la Mission. Il est également important que le déploiement ait lieu vers la mi-février 2010, étant donné le chronogramme pour les élections. Dans ce contexte, le Secrétariat est occupé à évaluer les capacités de cette unité proposée et la faisabilité de son déploiement rapide. En particulier, il est crucial que cette unité ait les capacités requises pour opérer de manière autonome.

J'ai également l'honneur de me référer à mon rapport au Conseil de sécurité sur l'ONUCI en date du 29 septembre 2009 (S/2009/495). Dans ce rapport, j'avais indiqué mon intention de solliciter l'autorisation du Conseil de procéder au redéploiement temporaire d'une compagnie d'infanterie et de deux hélicoptères de



la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL) en Côte d'Ivoire, conformément aux dispositions de la résolution 1609 (2005) du Conseil de sécurité. Au cas où le déploiement d'un contingent du Burkina Faso s'avère faisable et est accepté par le Conseil de sécurité, il ne serait plus nécessaire de procéder au redéploiement d'une compagnie d'infanterie de la MINUL. Le transfert de deux hélicoptères militaires de la MINUL à l'ONUCI devrait également être réexaminé. J'ai l'intention de saisir le Conseil de sécurité avec des recommandations précises dès que les évaluations mentionnées ci-dessus aboutissent.

Je vous saurais gré de bien vouloir porter cette lettre à l'attention des membres du Conseil de sécurité.

(Signé) **Ban Ki-moon**

Annexe

Le processus de paix en Côte d'Ivoire a connu des avancées significatives, notamment depuis la signature de l'Accord politique de Ouagadougou le 4 mars 2007, et la récente publication des listes électorales provisoires est le signe évident que le premier tour des élections présidentielles se tiendra effectivement à la fin du premier trimestre 2010, comme prévu par le Cadre permanent de concertation (CPC) qui a eu lieu le 3 décembre 2009 à Ouagadougou.

Toutefois, nous, Chefs d'État de Côte d'Ivoire et du Burkina Faso, estimons nécessaire le renforcement du dispositif général de sécurisation des élections.

À cet effet, nous envisageons, pour une période limitée de trois mois, le déploiement en Côte d'Ivoire d'un bataillon burkinabé existant de 500 hommes, déjà formé et immédiatement opérationnel, initialement prévu pour être déployé au Tchad dans le cadre de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad (MINURCAT). Nous souhaitons que ce bataillon soit placé sous le commandement de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) et qu'il bénéficie de son soutien.

Nous espérons que cette initiative aura votre assentiment et vous renouvelons notre gratitude pour votre soutien constant au processus de paix en Côte d'Ivoire.

Le Président de la République de Côte d'Ivoire
(Signé) Laurent **Gbagbo**

Le Président du Burkina Faso,
Facilitateur du Dialogue direct interivoirien
(Signé) Blaise **Compaoré**